

Le Gouvernement canadien apporte son appui à l'Association canadienne pour l'Amérique latine (ACAL). Le ministre des Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, a annoncé en janvier dernier une contribution de \$45,000 devant permettre à l'ACAL d'étendre le champ de ses activités et d'accroître le nombre de ses membres.

L'ACAL a été créée en 1969 avec mission de coordonner et d'encourager les rapports entre les maisons d'affaires, les industries et les particuliers canadiens et les intérêts latino-américains. L'Association, dont le siège et le centre d'information sont situés à Toronto, a parrainé la création d'un comité mexico-canadien d'hommes d'affaires et se propose de mettre sur pied des comités de ce genre avec d'autres pays de cette partie du monde.

En 1973, l'ACAL a organisé une série de séminaires dans des villes canadiennes pour stimuler l'intérêt du Canada à l'égard de l'Amérique latine. Elle a convoqué des hommes d'affaires et des représentants officiels latino-américains à une conférence à Toronto pour juin 1974 et elle tiendra une conférence semblable en Amérique latine en 1975 pour faire connaître les avantages de la région aux maisons d'affaires canadiennes.

En annonçant la contribution du Gouvernement canadien à l'ACAL, M. Sharp a précisé qu'il devenait de plus en plus évident que si l'on veut l'accroissement et la diversification des exportations et des intérêts du Canada à l'étranger, l'Amérique latine est un champ d'action privilégié à cet égard.

### Quant à l'attitude canadienne

Lorsqu'on considère le développement des rapports du Canada avec les pays sud-américains grâce au commerce, à la Banque interaméricaine de développement, aux relations entre étudiants que favorisent les travaux du Service universitaire canadien outremer (SUCO) et les échanges privés effectués dans le cadre des sociétés sud-américaines, le contraste offert par la position officielle du Canada vis-à-vis de l'OEA ne peut manquer d'étonner, voire d'amuser, bon nombre de sud-américains.

Aux yeux de l'ancien ministre des Affaires étrangères du Venezuela, M. Aristides Calvani, juriste réputé dans l'hémisphère et leader démocrate chrétien, le Canada se contente toujours de vivre seul au nord dans un «splendide isolement».

«Nous commençons à connaître les Canadiens», faisait remarquer un représentant de l'OEA qui a participé à la négociation du statut d'observateur permanent du Canada au sein de cette organisation. «Prudents et peu aventuriers, ils n'en sont pas moins dans l'ensemble progressistes et sérieux...»

Il y a quelques années un distingué commentateur canadien des affaires internationales fit observer que, même si le Canada se situait dans le même hémisphère que l'isthme de Panama, il ne devait pas pour autant en cultiver un sentiment de supériorité.

Le Canada peut certes se passer de supériorité, mais non d'un sentiment d'identité avec le reste de l'hémisphère.

## Politique étrangère de l'Argentine péroniste

par John Best

Lorsque Juan Domingo Peron est rentré en Argentine, l'an dernier, après un exil de 18 ans que lui avait imposé l'armée, la plupart de ses compatriotes l'ont accueilli comme le sauveur de la patrie, celui qui allait délivrer le pays des graves et complexes problèmes qui l'accablent depuis longtemps.

Cet espoir ne s'est pas réalisé. Sept mois après le retour de Peron à la présidence, l'Argentine semble débordée par autant de problèmes intérieurs et extérieurs qu'auparavant.

Pour couronner le tout, la santé du président est chancelante et de nombreux Argentins commencent à se demander s'il est en mesure d'accomplir efficacement sa tâche. En déclarant à maintes reprises qu'il se sentait aussi bien portant qu'on pouvait l'être à 78 ans, il n'a pas lui-même contribué à rassurer le peuple sur son état de santé.

L'épouse du président, qui a 35 ans de moins mais n'est guère rompue aux affaires gouvernementales, est appelée à lui succéder s'il lui arrivait malheur, car elle